

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

21 DEC 1950

M.		
----	--	--

RESTRICTED

14

SR/GM/6

12 juin 1950

ORIGINAL: ANGLAIS

COMPTE RENDU

D'UNE SEANCE TENUE PAR LA COMMISSION DE CONCILIATION
EN PRESENCE DES DELEGATIONS DE L'EGYPTE , DU ROYAUME
HACHEMITE DE JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE.

au Palais des Nations, à Genève,
 le lundi 12 juin 1950, à 16 heures.

Présents:

M. de Boisanger	(France)	Président
M. Palmer	(Etats-Unis)	
M. Eralp *	(Turquie)	
M. de Azcarate		Secrétaire principal
Abdel Monem Mostafa Bey	(Egypte)	
M. Abdul-Hadi	(Royaume hachémite de Jordanie)	
M. Mikaoui	(Liban)	
M. Shukairy	(Syrie)	

* Suppléant

Débat sur les travaux de la Commission et notamment sur ses propositions
relatives à la création de Comités mixtes.

Le PRESIDENT déclare que la séance a été convoquée à la demande du représentant de l'Egypte, qui avait fait connaître son désir de présenter un exposé à la Commission au nom de son Gouvernement. Les représentants des autres Etats arabes à la séance auront l'occasion de présenter également des exposés, soit aujourd'hui soit à une séance ultérieure.

Abdel Monem MOSTAFA Bey (Egypte) a été chargé par son Gouvernement de faire la déclaration suivante en réponse à la note de la Commission en date du 30 mai 1950 (document AR/32) : lorsqu'ils ont été informés des propositions de la Commission relatives à la création de Comités mixtes, dans lesquels la Commission envisageait que des représentants de l'Etat d'Israël et des représentants des Etats arabes

siégeraient en même temps, les Etats arabes ont demandé si le Gouvernement d'Israël avait accepté de se conformer à la recommandation de l'Assemblée générale (Résolution 194 (III) Section 11) aux termes de laquelle "il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers ... et ... des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas entrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables". Dans sa note du 30 mai 1950, la Commission n'a pas répondu à cette question, mais s'est bornée à exposer que le droit pour les réfugiés de retourner dans leurs foyers et le paiement d'indemnités à titre de compensation à ceux qui décidaient de ne pas rentrer, étaient l'un des principes fondamentaux de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Il n'y avait rien dans cette déclaration de la Commission qui pût justifier un changement dans l'attitude déjà adoptée par son Gouvernement à l'égard des propositions de l'Assemblée relatives aux Comités mixtes. Son Gouvernement a toujours été, et demeure, disposé à participer aux discussions que les Comités mixtes envisagés institueront sur la question des réfugiés, à condition qu'Israël accepte sans réserve les principes énoncés dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale qu'il vient de citer. La Commission devrait poursuivre ses efforts en vue d'obtenir un accord sur les autres questions qu'elle se propose de faire inscrire à l'ordre du jour des Comités mixtes, en suivant la même procédure que jusqu'ici. Le Gouvernement de l'Egypte n'acceptera de désigner des représentants pour discuter de ces problèmes au sein des Comités mixtes que lorsqu'un accord sur ces questions sera intervenu entre toutes les parties au différend, selon la procédure actuellement en usage.

La Commission a bien peu de résultats valables à son actif depuis un an et demi qu'elle existe. Depuis sa création, les Etats arabes voisins limitrophes de la Palestine lui ont apporté leur collaboration et ont par là prouvé leur désir de résoudre la question de Palestine. Depuis le moment où la Commission a pris son premier contact avec les Gouvernements arabes en février 1949, il est apparu que la solution de la question des réfugiés était la clé de tout le problème. Le retour du Moyen-Orient à la paix et à la stabilité, le développement

économique de cette région d'une importance essentielle, et sa participation aux efforts entrepris pour instaurer la paix dans le monde dépendent, dans une grande mesure, d'un règlement juste et durable de la question des réfugiés. Sur l'invitation de la Commission, des représentants des Gouvernements arabes se sont rendus à Beyrouth, à Lausanne, à New-York et à Genève et ont souligné à plusieurs reprises combien il était nécessaire de permettre le retour des réfugiés arabes dans leurs foyers et d'assurer le paiement d'une indemnité à titre de compensation à ceux qui désiraient ne pas rentrer. Déférant à la demande de la Commission, ils ont accepté d'essayer de régler la question palestinienne comme un tout. Ils ont soumis des propositions constructives qui, jusqu'ici sont demeurées lettre morte. Les réfugiés sont toujours loin de chez eux, leurs maisons et leurs terres ont été confisquées et sont occupées par des immigrants juifs qui affluent en Palestine de tous les coins du monde, bien qu'ils n'aient aucun lien réel avec la Terre sainte. Les quelques douzaines de réfugiés arabes qui ont reçu la permission de rentrer chez eux en exécution du plan qui, assez bizarrement d'ailleurs, a été dénommé "plan de réunion des familles dispersées" n'ont pas tardé à être de nouveau refoulés. Les Arabes vivant dans le territoire occupé par les Juifs sont soumis à un traitement discriminatoire et souffrent de persécutions brutales. En conséquence, les Arabes ont déjà commencé à quitter en masse ce territoire. Ceux d'entre eux qui essaient de retourner à leur terre afin de la cultiver se voient toujours empêchés de le faire et sont parfois massacrés. L'orateur désire prier la Commission d'instituer une enquête aussi rapidement que possible pour démontrer la vérité de ses déclarations concernant le traitement des Arabes en territoire sous occupation juive et leur fuite massive. Des milliers d'Arabes palestiniens ont été chassés de leurs foyers et de leurs terres et obligés de chercher refuge dans les pays arabes. Les délégations arabes ont présenté des propositions visant à permettre aux réfugiés propriétaires de plantations d'agrumes en territoire occupé par les Juifs de retourner cultiver ces plantations, qui se détérioraient rapidement.

Cette proposition a eu le même sort que tant d'autres propositions présentées par ces délégations; elles ont été enterrées dans les archives de la Commission, parce que les autorités juives les ont rejetées, encore qu'elles fussent conformes à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et au Protocole de Lausanne du 12 mai 1949. De tels faits montrent bien que les chances de voir la Commission accomplir oeuvre utile et réaliser des progrès sont extrêmement vagues.

La situation lamentale qui règne à présent en Palestine résulte de la politique suivie par les éléments sionistes et aussi de l'idéologie juive, qui malheureusement trouve un appui auprès de certaines puissances dont les actes, sauf lorsqu'il s'agit de la question de Palestine, s'inspirent cependant de principes démocratiques et d'intentions pacifiques. Avant même que n'expirât le mandat britannique en mai 1948, les éléments sionnistes avaient pris la tête des minorités juives qui s'efforçaient de refouler les Arabes hors de Palestine, bien que ceux-ci eussent toujours formé la majorité de la population du pays. Ils n'ont reculé devant aucun moyen pour placer les Arabes dans la minorité. Des actes de terrorisme, de persécution qui n'ont d'équivalent que ceux que l'on reproche à l'hitlérisme, ont été commis par des bandes sionistes, qui se sont constituées ouvertement, au vu et au su de l'autorité chargée de l'administration, dans une intention hostile à l'égard de la population arabe pacifique que la puissance mandataire avait laissée dépourvue de tout moyen de défense. Des villes entières furent vidées de leurs habitants arabes, qui furent obligés, sous menace de mort, de chercher refuge ailleurs. C'est ainsi que plus d'un million d'Arabes se trouvent à présent dans la situation de réfugiés sans foyers et vivent dans les Etats arabes et dans la partie de la Palestine qui, jusqu'ici, n'a pas été soumise à l'occupation des Juifs. Un grand nombre d'entre eux souffrent de la faim et de maladies, et sont voués à l'extermination. Ils sont tout prêts à donner leur adhésion à des doctrines subversives et à devenir les instruments obéissants d'un nihilisme destructeur qui fera encore empirer la situation dans le Moyen-Orient.

Le médiateur des Nations Unies, qui s'est exprimé en termes modérés, a déclaré dans son rapport intérimaire aux Nations Unies (comptes rendus officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, supplément No 11) "l'exode des Arabes de Palestine a été provoqué par la panique résultant des combats qui se sont déroulés dans leurs collectivités ou par des rumeurs rapportant des actes de terrorisme réels ou supposés, ou a été dû à des mesures d'expulsion ... Des actes de pillage, de brigandage et de maraudage de grande envergure et des cas de destruction de villages sans justification militaire apparente ont été fréquemment signalés de source sûre. C'est sans aucun doute au Gouvernement provisoire d'Israël qu'il incombe de restituer les biens privés à leurs propriétaires arabes ...". Cette politique de pillage et d'extermination, qui rappelle les pires aspects de la cruauté des primitifs, n'a guère facilité les choses pour ceux qui l'ont appliquée. L'histoire montre que même les tentatives les plus réussies d'extermination n'ont jamais eu les résultats désirés; au contraire elles sont toujours retombées sur leurs auteurs et ont semé la haine et les désordres futurs. C'est ainsi que la politique des sionistes, qui a consisté à exterminer la majorité arabe en Palestine, n'a réussi qu'à répandre la haine des Juifs parmi les milliers de réfugiés arabes et à apporter une justification supplémentaire à leurs revendications, tout en leur inspirant un profond désir de représailles et de vengeance. La création par la force d'un Etat juif au coeur de la Palestine arabe maintiendra vivant ce désir tant que l'Etat juif continuera d'exister.

L'immigration juive en Palestine a encore fait empirer la situation. Le médiateur des Nations Unies a reconnu le bien fondé de la plupart des craintes qu'inspirait aux Etats arabes la création de l'Etat juif. Ces craintes étaient justifiées par des faits auxquels les puissances qui ont donné leur appui aux sionistes feraient bien d'accorder toute leur attention lorsqu'elles s'efforceront d'élaborer des plans de paix et de stabilité pour le Moyen-Orient. Les craintes ainsi éprouvées par les Etats arabes auraient pu se révéler injustifiées si, au lieu de créer un Etat juif indépendant en Palestine, il s'était uniquement agi de créer un foyer symbolique pour les Juifs. Mais la structure de

L'Etat juif indépendant actuel est telle qu'elle ne lui permet pas d'avoir une économie saine et stable. Il est évident que cet Etat se constitue peu à peu de façon à servir plus tard de centre à une expansion et à une pénétration de grande envergure dans les pays arabes, exercées au moyen d'une pression démographique. Ce fait s'explique aisément si l'on considère la véritable nature du sionisme et de l'immigration massive des Juifs en Palestine. L'orateur pourrait citer de nombreux exemples à l'appui de sa déclaration mais il se bornera à un seul, à savoir les rapports mêmes du médiateur des Nations Unies, suivant lesquels la question de l'immigration en Palestine devrait être considérée comme une partie du vaste problème palestinien; même dans les Etats indépendants, la question de l'immigration est fonction de la capacité d'absorption de l'Etat; enfin, si une immigration illimitée en Palestine se poursuit indéfiniment, elle pourra donner naissance à une situation économique et politique qui échappera au contrôle du Gouvernement juif; par conséquent, la question de l'immigration dans l'Etat juif présente un intérêt capital, non seulement pour cet Etat mais aussi pour les pays arabes voisins.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte a déclaré ce qui suit au Président de la Commission au cours d'une réunion tenue au Caire le 14 avril 1950 pour définir l'attitude des Etats arabes à l'égard de la question des réfugiés :

La Commission aurait une tâche facile à remplir si la situation actuelle en Palestine était fondée sur la justice et la légalité et s'inspirait des principes humanitaires et des résolutions des Nations Unies. Les rapports adressés à leurs gouvernements par les délégations arabes ayant assisté aux réunions de la Commission montrent que ces délégations ont agi selon de tels principes. Si les Juifs avaient fait de même, la tâche de la Commission serait beaucoup plus facile qu'elle ne l'est. On peut dire que la Commission, après un an et demi d'existence, touche aux termes de ses travaux, et qu'il est grand temps pour elle d'aborder avec courage et franchise les problèmes qui lui sont confiés sans se soucier de l'attitude des parties au différend. On peut dire enfin que la

Commission devrait agir conformément aux principes de justice et en s'inspirant des résolutions des Nations Unies. L'une de ces résolutions, à savoir la résolution 194 (III), stipule que les réfugiés arabes devront être autorisés à rentrer dans leurs foyers, et que ceux qui ne désirent pas rentrer devront se voir accorder une juste indemnité à titre de compensation. Une telle résolution, qui est claire et précise et qui reconnaît que si les réfugiés continuent à souffrir comme ils le font à présent, les perspectives de paix dans le Moyen-Orient ne pourront que s'évanouir, montre ce qui, à son avis, constitue la meilleure manière de résoudre non seulement la question essentielle des réfugiés, mais aussi de nombreuses autres questions. Dans une nouvelle étape de ses travaux, la Commission devrait prendre comme point de départ cette question des réfugiés, et comme texte de base la résolution de l'Assemblée générale 194 (III). Les réfugiés devraient pouvoir rentrer dans leurs foyers, et ils devraient recevoir la garantie de pouvoir vivre et conserver leurs biens, jouir des droits de l'homme et d'autre part, ceux d'entre eux qui ne désirent pas y retourner devraient recevoir une juste indemnité à titre de compensation.

Abordant la question du rapport existant entre l'immigration juive et la sécurité des Etats arabes, le Ministre des Affaires étrangères s'est exprimé en ces termes :

L'immigration en Palestine a été contraire aux intérêts de ceux qui vivent depuis toujours dans ce pays; les immigrants juifs ont détruit la paix dans le Moyen-Orient, et les gouvernements arabes désirent attirer l'attention des Nations Unies sur le fait que, si l'immigration en Palestine se poursuit à la cadence actuelle, encouragée comme elle l'est par les autorités juives, il ne pourra en résulter que deux conséquences :

- a) rendre plus difficile encore aux réfugiés arabes le retour dans leurs foyers et,
- b) obliger les Juifs à l'avenir à vouloir étendre les limites de leur territoire.

Il est facile d'expliquer pourquoi la Commission n'a pas réussi jusqu'ici. La raison doit en être trouvée dans la politique du fait accompli suivie systématiquement par les Juifs et encouragée par certaines grandes puissances. Depuis le début du conflit de Palestine et depuis les premières tentatives faites par les Nations Unies pour résoudre le problème palestinien, l'attitude d'Israël a été caractérisée par des actes répétés qui violaient les buts et les principes des Nations Unies ainsi que les résolutions adoptées par ses organes. Alors que les Etats arabes se sont toujours conformés aux recommandations du Conseil de Sécurité, la politique suivie par Israël a consisté à les braver systématiquement. L'orateur pourrait citer de nombreux exemples de telles violations, mais il se bornera aux cas les plus flagrants. Le 29 mai 1948, le Conseil de Sécurité a ordonné une trêve de quatre semaines en Palestine et a interdit l'accès de personnel militaire et l'importation d'armements, aussi bien dans ce pays que dans les Etats arabes. Les Etats arabes ont respecté la résolution, mais les sionistes l'ont violée impunément et ont fait usage de la trêve pour renforcer leur situation militaire en se procurant un personnel militaire et des armements supplémentaires. Puis, le 15 juillet 1948, le Conseil de Sécurité a adopté une résolution, déclarant que la situation en Palestine constituait une menace pour la paix, et a ordonné aux parties au différend de renoncer à toute action militaire, menaçant d'appliquer des sanctions aux parties qui se refuseraient à obéir à cet ordre donné conformément à la Charte. Cette résolution a été également respectée par les Etats arabes, mais a été systématiquement violée par les sionistes. Le 4 novembre 1948, le Conseil de Sécurité a adopté une résolution ordonnant le retrait des forces des deux parties sur les positions qu'elles occupaient à la date du 14 octobre 1948. Les sionistes ont refusé d'obéir à cet ordre, et lorsque des négociations d'armistice entre les deux parties s'ouvrirent en exécution de la résolution du Conseil de Sécurité du 16 novembre 1948, les sionistes insistèrent pour conserver les positions d'où on leur avait ordonné de se retirer. Bien que les accords d'armistice soient d'un caractère purement militaire et stipulent qu'ils ne préjugent en aucune façon les moyens futurs qui seront utilisés pour résoudre

le problème palestinien, les sionistes affirment à présent que ces accords leur donnent le droit de conserver le territoire dont ils se sont ainsi emparé. Tous ces cas de violation des principes et des résolutions des Nations Unies ont pu demeurer impunis et ils sont à l'origine des atrocités commises à l'encontre de la population arabe aussi bien que de la situation actuelle en Palestine.

Le Ministre des Affaires étrangères exprime l'espoir que les puissances qui s'efforcent de rendre la paix et la stabilité au Moyen-Orient s'inspireront des leçons qui se dégagent des actes commis par les sionistes.

Le Gouvernement égyptien est convaincu que les sionistes veulent consolider leur situation actuelle en Palestine en ce qui concerne, d'une part, les réfugiés arabes et la population arabe qu'ils exterminent graduellement et, d'autre part, tout le territoire qu'ils occupent actuellement. Il est également convaincu que les sionistes veulent forcer les Etats arabes à reconnaître cette situation comme un fait accompli. L'illustration la plus frappante de toute politique du fait accompli, telle que celle que suivent les sionistes, se trouve justement dans leurs méthodes qui consistent à remplacer un fait accompli par un autre, même si, par là, il est nécessaire de désobéir à l'ordre donné de déposer les armes. Les Etats arabes ont respecté cet ordre et ils ont à maintes reprises donné des assurances de leurs intentions pacifiques et de leur désir sincère de trouver au problème palestinien une solution juste et durable qui ramène la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient. L'Egypte avait espéré que son attitude pacifique serait appréciée plus vivement qu'elle ne l'a été en fait. C'est avec une profonde déception que l'orateur a pris connaissance de la déclaration conjointe des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni en date du 25 mai 1950. La première conséquence de cette déclaration a été de contribuer à consacrer à l'état de choses actuel en Palestine et à fournir une arme à ceux qui suivent la politique du fait accompli.

En reconnaissant la politique juive du fait accompli, on crée un précédent regrettable qui détruira la confiance dans la valeur des principes, on encourage l'auteur du fait accompli à persévérer dans sa politique, et on porte un coup au prestige des organismes internationaux. Cette déclaration, dont on dit à tort qu'elle constitue une garantie internationale de non-agression, se fonde sur la supposition suivant laquelle il existe des éléments concrets justifiant une certaine confiance en la bonne volonté des deux parties. Mais les actes des Sionistes ne suffisent-ils pas à justifier les craintes les plus vives? A cette question, le tableau qu'il vient de brosser offre une réponse suffisante.

Il serait absurde de garantir des frontières ou des lignes d'armistice tout en laissant aux Sionistes le soin de régler eux-mêmes les questions de l'immigration et du retour des réfugiés arabes. L'immigration juive pourra non seulement provoquer une situation qui échappera au contrôle d'Israël, mais elle pourra aussi fournir le moyen d'exercer une pression et donner des prétextes à toutes les formes de l'agression sioniste, quelles que soient les garanties données. On le voit bien, si l'on tient compte des déclarations et des promesses faites par le Royaume-Uni, l'un des auteurs de la résolution du 25 mai 1950, avant et après la période au cours de laquelle la Grande-Bretagne a exercé son mandat sur la Palestine. Le Royaume-Uni a déclaré que la Palestine demeurerait un pays arabe et que la création d'un Etat juif indépendant était incompatible avec la déclaration Balfour ou avec la lettre et l'esprit du mandat. De telles déclarations ont également constitué une garantie internationale, mais quelle a été leur valeur pratique? En de nombreuses occasions, les Etats arabes ont attiré l'attention de la puissance mandataire sur les dangers que présentait l'immigration. L'immigration est incompatible avec des garanties telles que celles qu'il vient d'esquisser. L'immigration juive en Palestine constitue une grave menace pour la sécurité du Moyen-Orient,

La situation actuelle en Palestine résulte de la politique du fait accompli

impunément suivie par les Juifs au mépris de la justice internationale; c'est une politique qui vise à conserver vivaces tous les motifs de trouble et d'insécurité qui peuvent exister dans le Moyen-Orient.

En dépit de l'opposition que les Juifs n'ont cessé de manifester à l'égard des résolutions adoptées par les Nations Unies depuis que la Commission est née, et bien que les Arabes eussent toujours respecté ces résolutions, la Commission a estimé qu'elle devait poursuivre sa tâche. Les Sionistes ont rendu évidentes leurs mauvaises intentions. Toutefois, les délégations arabes ont poursuivi leur collaboration avec la Commission, donnant ainsi la preuve que leurs gouvernements désirent trouver une solution juste et équitable au problème palestinien comme prélude à une paix durable dans le Moyen-Orient. Il est plus que temps que la Commission dise sans ambages au monde civilisé que représentent les Nations Unies que la raison de son échec est le refus d'Israël de respecter les résolutions votées par les Nations Unies. La Commission s'est montrée trop tendre à l'égard des susceptibilités juives. Il lui appartient maintenant de dire au monde que les Juifs sont opposés au retour des réfugiés dans leurs foyers et qu'ils installent à la place de ces réfugiés une masse hétérogène d'immigrants juifs, amenant ainsi dans le Moyen-Orient des éléments extrêmement dangereux pour la sécurité de cette région. Les conséquences d'une telle situation devraient être supportées par les Juifs et par les puissances qui les ont aidés et encouragés à suivre leur politique actuelle.

Le Gouvernement égyptien est vivement déçu par les résultats auxquels est parvenue la Commission après un an et demi d'existence. Comme il l'a déjà dit, cet insuccès est dû à l'attitude des Juifs. Aucun élément de la situation actuelle ne permet à la Commission d'espérer un avenir plus fructueux. Toutefois, conformément à sa politique de collaboration avec les organes des Nations Unies, son Gouvernement vient de nommer, pour le remplacer et pour remplacer en même temps les autres membres de la délégation égyptienne, Abdel Kerim Safwat Bey, Ministre de l'Egypte à Berne. L'attitude du Gouvernement égyptien à l'égard des

recommandations de la Commission est toujours celle qui a été décrite par le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte au cours de la réunion qu'il a tenue le 11 avril 1950 au Caire avec le Président de la Commission.

L'orateur remercie les membres et le Secrétariat de la Commission de la collaboration sans réserve dont lui et les autres membres de la délégation égyptienne ont bénéficié auprès d'eux, et il se déclare très heureux d'avoir pu former des amitiés personnelles précieuses à l'occasion de cette collaboration.

M. MIKAOUTI (Liban), rappelant la déclaration qu'il a faite au cours de la séance du 9 mars 1950 (voir document SR/GM/3) se défend de vouloir abuser du temps de la Commission en répétant les arguments qu'il a longuement exposés à cette occasion. Mais il veut toutefois souligner que depuis cette date les Juifs n'ont rien fait pour faciliter la tâche de la Commission, qui a été rendue si difficile par leur intransigeance à l'égard des négociations directes et par leur refus d'accepter la décision des Nations Unies en date du 11 décembre 1948 (Résolution de l'Assemblée générale 194 (III)) aux termes de laquelle les réfugiés devaient être autorisés à retourner dans leurs foyers. Bien que cette résolution laissât le Gouvernement libanais et les autres gouvernements intéressés libres de choisir entre des négociations directes et des négociations avec la Commission, ainsi que la Commission l'avait fait observer aux Juifs à la fois dans sa lettre du 10 novembre 1949 et dans sa note du 30 mai 1950, son Gouvernement a fait un autre pas en avant et a favorablement accueilli le mémorandum de la Commission en date du 29 mars 1950.

Le 14 avril 1950, le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte, parlant au nom des Etats arabes, a informé le Président de la Commission que ceux-ci accepteraient les propositions contenues dans ce mémorandum sous réserve que les Juifs reconnaissent aux réfugiés le droit de rentrer dans leurs foyers conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et conformément à la promesse donnée par les Juifs de respecter et de mettre en oeuvre cette résolution.

L'orateur a déjà transmis à la Commission, par sa lettre du 17 mai 1950, la réponse du Gouvernement libanais à la note de la Commission en date du 11 mai 1950; dans cette réponse, le Gouvernement libanais rappelait à la Commission la réponse conjointe des Etats arabes transmise par le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte et soulignait que la Commission n'avait pas fait allusion dans sa note aux deux conditions essentielles stipulées par les Etats arabes; il ajoutait que la note ne contenait aucun renseignement sur l'attitude adoptée par les Juifs à l'égard de ces conditions. L'orateur a constaté avec regret que les renseignements donnés par la Commission de conciliation dans sa note du 11 mai 1950 ne garantissaient nullement que l'autre partie accepterait ces conditions. Les Gouvernements arabes sont bien loin de vouloir mettre en doute l'intention de la Commission de respecter la décision des Nations Unies; ce qu'ils veulent et ce qu'ils ont demandé sans ambages, c'est une déclaration des Juifs disant que ceux-ci respecteront ces décisions et les mettront à exécution.

La réponse faite par les Gouvernements arabes au memorandum de la Commission en date du 29 mars 1950 n'a pas été rédigée à la hâte. Elle est le fruit d'une étude détaillée à laquelle se sont livrés ces gouvernements ainsi que la Commission politique de la Ligue arabe. En considérant les nombreux cas où les sionistes se sont moqués des décisions des Nations Unies et n'ont pas fait honneur à leur propre signature, il était facile de comprendre que ces gouvernements ne pourraient absolument pas accepter de siéger à la même table que l'autre partie sans avoir obtenu des garanties nécessaires de sa bonne volonté ou de ses bonnes intentions. Ou bien les Juifs étaient disposés à respecter sincèrement les décisions des Nations Unies - et dans ce cas pourquoi hésiteraient-ils à le dire ? - ou bien ils étaient décidés, comme par le passé, à ne se soumettre à aucune décision internationale, qu'elle soit prise par les Nations Unies ou par tout autre organisme, et à ne pas respecter leur signature apposée au bas du Protocole du 12 mai 1949; si cette deuxième supposition se révélait exacte, il devenait inutile de gaspiller le temps de la Commission et des Gouvernements arabes en participant aux discussions proposées.

C'est pourquoi l'orateur a été chargé par son Gouvernement d'informer la Commission, en réponse aux informations contenues dans sa note du 12 mai 1950, que l'attitude de son Gouvernement demeurerait identique à celle qu'ont adoptée tous les Etats arabes à la réunion du Comité politique de la Ligue arabe et dont la Commission a eu connaissance en temps utile.

M. SHUKAIRY (Syrie), faisant observer que son intervention est improvisée et qu'il ne lit pas un texte préparé d'avance, comme l'ont fait les représentants de l'Egypte et du Liban, donne son entier appui à la déclaration faite par le représentant de l'Egypte qui, dit-il, représente bien les vues du monde arabe tout entier. L'abondance des arguments et des faits présentés dans cette déclaration explique l'attitude que les Etats arabes ont adoptée à l'égard de la proposition de la Commission, suivant laquelle il serait créé sous son égide des Comités mixtes où des représentants arabes et israéliens siègeraient ensemble. Il désire également s'associer aux paroles que vient de prononcer le représentant du Liban. L'attitude du Gouvernement de la Syrie à l'égard des propositions de la Commission relatives aux Comités mixtes est exactement identique à celle des Gouvernements du Liban et de l'Egypte, qui a été exposée le 14 avril 1950 au Président de la Commission par le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte. Depuis lors, l'attitude de son Gouvernement à l'égard des propositions de la Commission n'a pas changé. En fait, il est convaincu que le représentant de l'Egypte a exprimé les vues de tous les Etats arabes qui ont eu à collaborer avec la Commission.

La note circulaire (document IS/51) envoyée par la Commission le 30 mai 1950 est intéressante mais ne contient rien de nouveau. Les explications par lesquelles la Commission a tenté dans cette note de prouver son honnêteté et sa bonne volonté sont entièrement superflues parce que les Etats arabes ont toujours été convaincus de l'honnêteté et de la bonne volonté de la Commission. Bien qu'ils ne soient pas tombés d'accord avec toutes ses opinions, ils ne l'ont jamais accusée de prendre des mesures qui soient incompatibles avec la Charte des Nations Unies ou avec son mandat. Ce qui soulève l'opposition des

Etats arabes, ce sont l'attitude intransigeante et les actes du Gouvernement d'Israël, qui, en 1950, n'a même pas pris la peine de désigner une délégation munie des pouvoirs suffisants pour discuter des questions en suspens avec la Commission. Le Gouvernement de la Syrie n'est pas disposé à envoyer une délégation aux Comités mixtes proposés, à moins qu'il ne reçoive l'assurance que la délégation israélienne se déclarera prête à observer une attitude compatible avec la résolution de l'Assemblée générale 194 (III). Les Etats arabes n'ont pas insisté pour que soient remplies les "conditions préalables" avant d'accepter d'envoyer des délégations aux Comités mixtes, comme la Commission l'avait sous-entendu dans sa note du 30 mai 1950; ils se sont bornés à demander l'assurance, de la part de ceux qui, à plusieurs reprises, avaient tourné en dérision les résolutions de l'Assemblée générale, qu'ils respecteraient le droit des réfugiés à regagner leurs foyers et qu'ils s'acquitteraient de leur devoir d'obéir aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

La Commission a publié six rapports intérimaires, mais l'orateur estime qu'elle n'a fait aucun progrès, à moins qu'on ne puisse appeler progrès la consécration de la situation des Juifs en Palestine. Depuis dix-huit mois que la Commission existe, le nombre des réfugiés n'a fait que s'accroître. En se cristallisant, la situation des Juifs a fait empirer le sort des réfugiés, qui sont exposés à mourir de faim et à être exterminés. La Commission a salué la signature du Protocole du 12 mai 1949 comme un progrès important, mais il n'en a rien été : peu de temps après sa signature, on apprenait que la signature d'Israël était subordonnée à certaines réserves, et plus tard Israël prit certaines mesures délibérément contraires aux stipulations du Protocole. Les travaux accomplis en vue de la "réunion des familles dispersées" ont été considérés comme un progrès positif; mais quel que soit le nom que l'on donne à ces travaux, ils n'ont en réalité jamais servi à réunir des familles; au contraire, ils ont permis de choisir certains membres de familles arabes qui, de l'avis des Autorités israéliennes, semblaient devoir être utiles à

l'économie d'Israël, et ils ont également permis d'accentuer encore la dispersion des familles arabes, parce que ceux d'entre leurs membres que les Autorités israéliennes n'acceptaient pas en vertu du plan adopté demeurèrent en arrière dans des camps de réfugiés. Les Etats arabes ont proposé des méthodes humanitaires pour traiter le problème, mais ces propositions sont demeurées lettre morte. La création du Comité mixte des comptes bloqués a également été considérée comme un pas en avant; en fait, ce Comité n'a rien fait et, tout comme les comptes eux-mêmes dont il a à s'occuper, c'est son activité qui aurait besoin d'être débloquée. Les propositions des Etats arabes en vue de négociations judéo-arabes concernant les réfugiés de la région de Gaza et le retour éventuel des réfugiés pour cultiver leurs orangeries sont également demeurées sans effet parce que les Autorités israéliennes ont refusé de prendre part aux négociations.

Tous les efforts de la Commission ont complètement échoué, mais ce n'est pas la faute de la Commission. Celle-ci a fait preuve de bonne volonté et a agi honnêtement. Elle ne pouvait malheureusement pas accomplir de progrès ou réussir à concilier les parties devant l'opposition israélienne. Les actes des Autorités d'Israël montrent que ces Autorités n'ont jamais eu l'intention de se replier sur des frontières, quelles qu'elles soient, indiquées dans la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale ou dans le Protocole du 12 mai 1949; les seules frontières qu'elles eussent accepté sont celles qu'elles considèrent à présent comme les plus favorables aux besoins de leur économie et à leurs autres intérêts.

Les documents publiés de la Commission montrent que les Autorités israéliennes refusent d'accepter le principe selon lequel les réfugiés ont le droit de rentrer dans leurs foyers. En 1949, elles ont offert d'autoriser 250.000 arabes à vivre en territoire israélien; rien ne permet de croire qu'elles consentent encore à autoriser le même nombre d'Arabes à y vivre, mais d'autre part, les Israéliens abattent à coups de fusil les Arabes qui essaient de rentrer dans leurs foyers ou dans leurs plantations. Israël est opposé aux principes selon lesquels

les réfugiés ont le droit de rentrer chez eux; les efforts de la Commission ont été entièrement réduits à néant par les actes d'Israël et par certains autres événements historiques tels que l'admission sans réserve d'Israël parmi les Nations Unies, l'octroi d'un soutien financier, politique et militaire à Israël par certains membres des Nations Unies, la reconnaissance de jure de l'Etat d'Israël, assortie de réserves de peu d'importance et, l'événement le plus tragique de tous, la déclaration du 25 mai 1950 publiée par les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni et notamment le passage où il est dit que les lignes d'armistice ne doivent pas être modifiées par la force - sans doute attend-on pour cela qu'Israël y donne son consentement. Cette déclaration signifie qu'aux yeux de ces trois puissances, le retour des réfugiés doit pouvoir dépendre entièrement des intentions d'Israël. Comment la Commission peut-elle espérer assainir la situation si ses efforts ne sont pas soutenus par les membres des Nations Unies ? Les membres des Nations Unies ont pris des décisions qui ont rendu vains les efforts de la Commission. Il semble que les membres de la Commission n'aient même pas été consultés par les trois gouvernements qui ont publié la déclaration du 25 mai.

La situation du Moyen-Orient est critique pour tous ceux qui aiment cette région. Elle s'est aggravée régulièrement, et l'orateur craint que la déclaration du 25 mai 1950 ne soit la dernière goutte qui fasse déborder le vase. La Commission doit étudier soigneusement la situation. A moins que celle-ci ne s'améliore, il se produira sans aucun doute une catastrophe dans le Moyen-Orient. Il ne suffit pas que la Commission rédige des rapports dans lesquels elle décrit son activité en des termes très mesurés. Il faut qu'elle soumette aux Nations Unies un rapport décrivant la situation actuelle d'une façon objective et qui ne sous-estime pas ses dangers. Il ne peut y avoir aucun doute pour personne que les Etats arabes sont disposés à se soumettre aux résolutions de l'Assemblée générale. Les autorités israéliennes ont fait connaître qu'elles étaient prêtes à conclure des traités de paix avec les Etats arabes, et ce simplement parce qu'elles considèrent qu'en établissant des relations économiques et diplomatiques avec ces Etats, elles renforceront leur position et se trouveront mieux placées pour renouveler leurs

actes d'agression. La Commission devrait s'efforcer de persuader les Gouvernements qui y sont représentés, ainsi que les Nations Unies dans leur ensemble, que la situation du Moyen-Orient est grave, et elle devrait ne négliger aucun effort pour faciliter la mise à exécution des résolutions de l'Assemblée générale ayant trait à la Palestine, dans leurs dispositions générales, sinon dans leurs moindres détails. Etant donné le caractère bien connu du sionisme, il est assurément évident que le principe général dont s'inspirent ces résolutions constitue le seul terrain d'entente sur lequel la Commission puisse se placer pour agir.

L'orateur désire remercier la Commission des efforts qu'elle a accomplis, bien que ces efforts soient demeurés stériles en raison des mesures d'opposition prises par Israël. Si la Commission estime que la poursuite de ses travaux présente quelque utilité, l'orateur espère en être informé afin de pouvoir demander de nouvelles instructions à son Gouvernement qui, de son côté, continuera à collaborer avec la Commission tant qu'il demeurera un espoir que cette collaboration sera utile à l'oeuvre entreprise. Mais ce que la Commission peut faire de plus important, c'est de publier toute la vérité.

L'orateur exprime l'espoir que la Commission ne donnera plus l'impression, à l'avenir, que les Etats arabes lui ont demandé de servir de médiatrice dans le conflit palestinien. Ces Etats se sont bornés à indiquer qu'à leur avis le mandat de la Commission lui donnait pouvoir d'agir comme médiatrice et de présenter des suggestions tendant à améliorer la situation en Palestine, bien que les propositions de médiation n'aient aucun caractère obligatoire pour les parties au différend.

Le Gouvernement de la Syrie continuera à collaborer avec la Commission aussi longtemps que celle-ci poursuivra son activité, et il ne s'impatientera pas de ses insuccès ou de la lenteur de ses progrès, car il ne veut laisser passer aucune occasion d'aider cette caravane d'un million de réfugiés qui, actuellement, n'a d'autre issue que la mort. Toutefois, les actes du Gouvernement d'Israël montrent bien qu'il n'a pas la moindre intention d'abandonner autour d'une table de conférence les avantages qu'il a acquis par la force. L'idée même de conciliation et

de compromis est entièrement étrangère à la politique suivie par ce Gouvernement. C'est pour ces raisons que le Gouvernement syrien ne sera pas en mesure d'accepter la proposition tendant à créer des Comités mixtes avant qu'Israël n'ait donné l'assurance à la Commission qu'il est prêt à respecter les résolutions de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT déclare que les exposés des représentants de l'Egypte, du Liban et de la Syrie l'ont vivement déçu. La Commission étudiera ces exposés et s'efforcera d'en tirer des conclusions. Elle tiendra les délégations présentes à cette séance informées de ses délibérations sur la question. Le Président exprime les regrets que lui cause le départ imminent de l'actuelle délégation égyptienne.

M. PALMER (Etats-Unis d'Amérique) partage les regrets exprimés par le représentant de la Syrie devant l'insuccès des efforts de la Commission, mais il continue à espérer que celle-ci réussira un jour dans sa tâche.

Comme le représentant de l'Egypte, il attache un grand prix aux amitiés personnelles qu'il a pu nouer au cours des travaux de la Commission. Il espère que ces amitiés subsisteront bien longtemps après que la Commission aura cessé d'exister.

Il s'ensuit un échange de vues sur l'opportunité de distribuer un communiqué à la presse pour résumer les débats de la séance, et sur le contenu qui devrait éventuellement être celui de ce communiqué.

Au cours de cet échange de vues, M. ABDUL-HADI (Royaume hachémite de Jordanie) déclare que la séance a été incomplète, étant donné qu'en l'absence d'instructions de son Gouvernement au sujet de la note de la Commission en date du 30 mai 1950 (document IS/51), il n'a pas été en mesure de faire connaître les vues de son Gouvernement sur cette note. La Commission décide qu'un communiqué sera donné à la presse après avoir été approuvé par les délégations arabes présentes à la séance et que ce communiqué se bornera à déclarer que les représentants des Gouvernements d'Egypte, du Liban et de la Syrie ont fait connaître leurs vues sur les propositions présentées par la Commission, les débats devant se poursuivre à ce sujet.

La séance est levée à 18h. 50